

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/325  
5 octobre 1999

(99-4156)

---

Conseil du commerce des marchandises  
15 octobre 1999

## PHILIPPINES – DEMANDE DE PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE PAR L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE

La Mission permanente des Philippines a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 octobre 1999.

Conformément à l'article 5:3 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC), le gouvernement philippin demande une prorogation de la période de transition de cinq ans prévue à l'article 5:2 de l'Accord sur les MIC, pour ce qui concerne les MIC indiquées ci-dessous.

### MIC notifiées

Dans la communication datée du 31 mars 1995 qu'elles ont adressée au Conseil du commerce des marchandises (CCM), les Philippines ont notifié, au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC, les MIC relevant des catégories générales suivantes:

1. prescriptions en matière d'apport local et de devises prévues dans le Programme de promotion des voitures de tourisme (CDP), le Programme de promotion des véhicules utilitaires (CVDP) et le Programme de promotion des motocyclettes (MDP); et
2. prescription en matière d'apport local pour les produits chimiques à base de noix de coco.

Cette communication a été distribuée aux Membres sous couvert du document G/TRIMS/N/1/PHL/1, daté du 25 avril 1995, qui est joint à la présente pour référence.

### Demande de prorogation

#### *Champ d'application*

Cette demande concerne une des catégories de MIC susmentionnées, à savoir les prescriptions en matière d'apport local et de devises prévues dans le Programme de promotion des voitures de tourisme (CDP), le Programme de promotion des véhicules utilitaires (CVDP) et le Programme de promotion des motocyclettes (MDP).

./.

*Durée de la prorogation demandée*

Jusqu'au 31 décembre 2004

*Raisons*

Les Philippines auront des difficultés particulières pour éliminer les MIC en question, compte tenu de leurs besoins en matière de développement, de finances et de commerce.

À la fin de 1997, le secteur manufacturier des pièces détachées et parties jouait un rôle important dans l'économie, comme l'attestent les données suivantes:

1. Investissements: 25,58 milliards de pesos philippins;
2. Emplois: 44 715 travailleurs dans le secteur;
3. Exportations: 934 millions de dollars EU, soit dix fois plus qu'en 1988.

Ainsi, malgré une part de marché relativement faible, les Philippines ont été en mesure d'appliquer des mesures de libéralisation du commerce et de l'investissement i) en abaissant les taux de droit, et ii) en assouplissant la réglementation concernant l'entrée des unités neuves entièrement montées, des composantes, parties et pièces détachées neuves, ainsi que des participants aux programmes de promotion des véhicules automobiles. Les niveaux des droits actuellement appliqués aux produits manufacturés de ce secteur sont minimes par rapport à ceux qui existent dans la région.

La crise financière qui a frappé l'Asie en 1997 a effacé six années de croissance dans le secteur, ce qui tient à la faiblesse du pouvoir d'achat des consommateurs et aux coûts élevés liés à l'exercice d'une activité commerciale. La branche de production nationale doit encore faire face à une contraction importante du marché intérieur, conséquence de la crise. Le taux d'utilisation des capacités n'est que de 40 pour cent, le nombre d'heures ouvrées a été réduit et il y a eu des fermetures temporaires. La reprise de l'investissement a été faible et lente.

Jusqu'à présent, environ 5 000 personnes ont été licenciées. Si la tendance se confirme, on estime qu'au moins 10 000 personnes de plus seront victimes des suppressions d'emplois. Si tel est le cas, un tiers au moins de la main-d'œuvre totale du secteur aura été touché.

La prorogation, si elle était accordée, permettrait à la branche de production de disposer du délai d'ajustement qui lui est indispensable pour entreprendre de nouvelles réformes structurelles et mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités en vue de poursuivre dans la voie de la libéralisation.

---